



★ Mobiliser pour Construire ★

ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS/prpe)

E-mail : actus-prpe@club-internet.fr

N/Réf : 9.09/SG/2012

V/Réf :

Tchad : La légitime grève des travailleurs tchadiens ou la réaction d'un peuple contre un pouvoir tyrannique, clanique et prédateur.

Déclaration de soutien de l'ACTUS/prpe à l'UST et aux travailleurs de la fonction publique en grève au Tchad.

Le 17 Juillet 2017, l'Union des Syndicats du Tchad (UST) a lancé un mouvement de grève illimitée pour la revalorisation des salaires dans la fonction publique. En effet, un protocole d'accord sur l'augmentation de l'indice salariale de 115 à 150 fut dûment signé entre le gouvernement et l'UST le 20 mai 2011.

L'UST, doté d'un sens aigu dans la défense des intérêts des travailleurs tchadiens et en vue de prévenir une grève générale, a demandé une réunion avec le Ministère de la Fonction publique et du travail le 28 octobre 2011. Depuis lors, le gouvernement n'a pas honoré ses engagements afin de soulager la cherté de la vie qui frappe les familles tchadiennes.

Le refus du gouvernement d'appliquer l'accord sur la revalorisation des salaires, est une provocation délibérée des Travailleurs tchadiens

Les déclarations du Général-Président Déby et de certains ses ministres sont de véritables provocations et insultes aux travailleurs qui ne revendiquent leur droit élémentaire et une vie décente pour leurs familles. Le 11 août 2012, le chef de l'état a déclaré à la presse : « Avec quoi payerez-vous les 400 milliards de salaire par an? Alors que nos ressources hors pétrole n'atteignent pas 400 milliards. Elles tournent autour de 360- 370 milliards. On prend l'ensemble de nos ressources : douanes, domaines, contribuables, tous avec un peu de ressources du pétrole pour payer uniquement le salaire. On a crevé le plafond. On ne peut pas aller plus loin que cela, c'est impossible. A moins qu'il y ait un miracle, que nous ayons d'autres puits à mettre en valeur, d'autres ressources minières qui nous apportent plus » pour enfoncer davantage le clou et se moquer de la misère des masses populaires, il voudrait organiser un référendum : « Si c'est ce que les Tchadiens veulent, je suis prêt à organiser un referendum national. Auquel cas, on va consacrer l'ensemble des ressources au salaire, nous mangerons et nous resterons comme le font certains pays qui le regrettent ! » Toujours dans sa logique permanente d'agression et d'humiliation des masses populaires, le Général-Président Déby propose d'organiser un référendum ubuesque sur la question salariale. Demander aux travailleurs tchadiens paupérisés de répondre à la question par un « Oui » ou « Non » si elles « acceptent la misère », c'est faire preuve d'un sadisme indigne d'un président de la république.

Dans la même foulée que son chef, le premier ministre Emmanuel Nadingar, recevant le syndicat UST le 16 août 2012 avait pour l'objectif de casser le mouvement de grève et de ne pas appliquer les accords de revalorisation salariale. Il déclara insidieusement : « Vos revendications sont légitimes mais seulement l'Etat n'a pas les moyens de les satisfaire tout de suite ».

Le Ministre des Finances et du Budget, M. Christian Georges Diguimbaye a franchi le pas en ravissant la palme d'or de la provocation, allant jusqu'aux menaces de couper les salaires du mois d'août des travailleurs grévistes. Alors que les fonctionnaires cumulaient déjà des arriérés de salaires de surcroît trop faibles. Monsieur le ministre est-il conscient que derrière ces travailleurs, ce sont des millions de personnes qui dépendent de ces salaires pour vivre ?

Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, M. Hassan Sylla Bakari à la défensive, justifie ironiquement la non-application de l'accord salarial par le gouvernement dans un lyrisme arithmétique : « grille



salariale convenue avec les partenaires sociaux aura une incidence financière de 12,5 milliards F CFA: 2,5 milliards F CFA en 2012 (soit les 20% des 300 points); 5 milliards F CFA en 2013 (40% des 300 points) et 5 milliards F CFA en 2014 (40% restants des 300 points). »

Ces vaines tentatives d'explication du gouvernement ne convainquent personne. Le pouvoir prend pathétiquement sa propre défense, il se fait l'avocat du diable en évoquant des faux chiffres, fabriqués de toute pièce pour les besoins de la cause. Jusqu'à quand le Général-Président Déby va-t-il considérer les tchadiens comme des esclaves dépourvus de la moindre capacité de réflexion et à qui il impose depuis 23 années une des féroces et implacables dictatures d'Afrique ?

L'augmentation des salaires des travailleurs est une question de survie pour les familles tchadiennes. Quelle serait la réponse du dictateur Général-Président Déby si le peuple lui posait la question suivante : *« Accepteriez-vous de restituer intégralement les biens, les deniers publics usurpés par votre clan, de baisser votre salaire, votre niveau de vie très élevé et enfin de renoncer au luxe insolent dans lequel vivent les vôtres »*? La réponse serait incontestablement « Non » par conséquent les Travailleurs tchadiens qui vivent déjà dans une profonde misère ont la légitimité et le droit d'exiger la revalorisation de leurs salaires, afin que leurs familles puissent mener une vie digne et décente. Ils le méritent car eux, vivent honnêtement de leur seule ressource, le travail dans la fonction publique.

Les ressources financières importantes existent pourtant pour revaloriser les salaires des travailleurs.

Tout esprit rationnel pour peu soit-il et de surcroît les masses populaires tchadiennes victimes de la misère incommensurable, réfutent ces mensonges à coup de chiffres. En effet, comment pourrait-on croire et accepter qu'un pays de 12 millions d'habitants, disposant d'environ 80.000 fonctionnaires et enfin exportateur de pétrole depuis 2003, soit incapable de revaloriser les salaires? Que fait le pouvoir de la manne pétrolière ? Pourtant, selon le ministre tchadien des Infrastructures, Adoum Younousmi, le Tchad produit *« en moyenne 120.000 barils de pétrole par jour »*, qui lui ont rapporté entre 2004 et 2011 *« 3000 milliards de francs CFA »* (4,5 milliards d'euros) [Source : Francetv.fr du 31 mai 2012]

Les gouvernements du Tchad qui, naguère ne disposaient que des seules ressources d'exportation que sont l'agriculture (coton) et l'élevage (bœufs), arrivaient à payer régulièrement les salaires des fonctionnaires, les bourses des étudiants, les retraites et enfin ils maîtrisaient l'inflation. Le coût de la vie était supportable. Depuis 2003, outre les exportations de l'agriculture et de l'élevage qui rapportent selon la cellule économique de la présidence et de la primature plusieurs centaines de milliards de FCFA par an, viennent s'ajouter ceux du pétrole qui à elles seules ont généré des recettes totales pour le trésor public de 399 millions de dollars Us (soit environ 199,500 milliards de FCFA) sur la période d'octobre 2003 à fin décembre 2005, sur les 12,5% sous forme de royalties.

D'autres produits de cueillette tels le karité, les noix de balanites EGYPTIENNES...et surtout la gomme arabique rapportent aussi plusieurs centaines de millions au trésor public. Au demeurant, il convient de rappeler que le Tchad qui exporte en moyenne 3500 tonnes par an, fait partie des premiers producteurs de gomme arabique dans le monde. Ce produit est largement utilisé par les industries agro-alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques. Toutes ces recettes susmentionnées suffissent incontestablement à satisfaire l'augmentation des salaires des fonctionnaires car la masse salariale de 400 milliards annuels, arguée par le Général-Président Déby pour s'opposer à l'application de l'accord salarial, sont largement dépassés.

Est-il encore besoin de rappeler que sur le nombre de 80.000 fonctionnaires avancé par le gouvernement, ne serait-il pas fictif lorsque certains individus proches du régime émargerait à la fonction publique sous différentes identités? Combien de faux fonctionnaires munis de grands diplômes falsifiés seraient intégrés aux indices supérieurs afférents? Est-il raisonnable pour une armée nationale d'avoir autant d'Officiers que des hommes de troupes ? En effet, notre pays possède une armée d'environ 30.350 hommes [Source Center for Strategic and International Studies (CSIS), 2005]. Proportionnellement à l'armée française qui compte plus de 300.000 hommes, le Tchad aligne plus de Généraux et Colonels réunis que celle de l'hexagone. De plus, nombre de ces Officiers tchadiens sont analphabètes, ils appartiennent au clan présidentiel et sont nommés à profusion par complaisance au gré de plusieurs centaines de décrets du dictateur Général-Président Déby.



Ces hauts gradés de l'armée pèsent lourdement sur le budget de l'état. A titre d'exemples : un Général responsabilisé a un salaire d'environ 800.000 FCFA, un Colonel responsabilisé gagne 500.000 FCFA alors que la majorité fonctionnaires moyens du civil ont des salaires situés entre 35.000 à 60.000FCFA. Cette cruelle injustice est inacceptable car les Travailleurs tchadiens ne doivent pas payer la politique d'austérité qui leur est imposée par le clan présidentiel. L'augmentation salariale est possible. C'est un droit intangible et inaliénable car le gouvernement à lui-même signé l'accord salarial comme l'a rappelé pertinemment le Secrétaire Général de l'UST M.Adjia Djondang François : « *Nous n'avons rien à négocier avec le gouvernement puisque tout a été déjà négocié; le décret 1249 et le protocole d'accord sont là et il faut seulement aller à leur application* ».

Outre les recettes pétrolières, de l'Agriculture et de l'élevage susmentionnées, on pourrait y ajouter celle par exemple des économies sur la masse salariale du nombre pléthorique d'Officiers en procédant à leur rétrogradation puis mise à la retraite. D'autres économies pourraient aussi être faites en procédant à un recensement biométrique des fonctionnaires afin de débusquer les fraudeurs, vérifier les diplômes et les indices afférents. Réduire les salaires des ministres et ceux de ces multitudes de Conseillers à la présidence dont les émoluments de certains avoisineraient les 15.000.000 FCFA).

Au demeurant, il serait aussi utile de rappeler ici que l'accord salarial du 20 mai 2011 est antérieur au versement de la dote de 26 millions de dollars par le Général-Président Déby à la famille de Moussa Hillal du Soudan. Le 20 janvier 2012 fut célébré le célèbre mariage entre Déby et mademoiselle Ammani Hillal. Cette importante somme décaissée du trésor public ne serait-elle pas un apport non négligeable dans la revalorisation salariale des Travailleurs tchadiens? Pourquoi le Général-Président Deby incrimine-t-il aujourd'hui l'UST après cette dépense libidinale exorbitante plus importante à ses yeux que la vie des milliers de travailleurs tchadiens et de leurs familles?

D'autres pertinentes mesures pourraient compléter la panoplie de solutions pour revaloriser les salaires : alourdir l'impôt foncier car les dirigeants se sont octroyés gratuitement des milliers d'hectares du territoire national. Il faudrait exclure de l'administration territoriale plusieurs centaines de pseudos administrateurs budgétivores incompetents (Gouverneurs, Préfets, Sous-préfets...) et Diplomates qui sont soit des Officiers analphabètes appartenant au clan ou des militants zélés du MPS.

Si le régime était populaire, adepte de la justice sociale, nationaliste, soucieux du développement du pays et du bien-être des Tchadiens, il n'aurait pas à affronter ces dizaines de révoltes armées qui l'ont secoué depuis 23 ans jusqu'aux abords du palais rose de N'Djaména. Cette hantise d'être détrôné militairement a conduit le dictateur Général-Président Déby à dilapider une partie de la manne pétrolière pour acheter des armes de guerre. Selon une accusation relayée par un rapport de l'ONG CCFD-Terre solidaire, les dépenses militaires du Tchad ont presque été multipliées par près de huit de 2004 à 2010 : elles sont ainsi « *passées de 45,3 milliards de francs CFA (53 millions d'euros) à 275,7 milliards* » (420 millions d'euros). [Source : *FranceTV.fr* du 31 mai 2012.]. Ces sommes colossales englouties dans l'achat des armes auraient été très utiles pour le développement du Tchad et le bien-être social des masses populaires.

La mainmise sur l'administration et la prédation des ressources publiques par le clan présidentiel, sont les principales causes des bas salaires des fonctionnaires.

Le cercle clanique de prédateurs des deniers publics et les acolytes du pouvoir gèrent l'état et les biens publics comme leurs propriétés privées. Des milliards de FCFA sont ainsi détournés par ces rentiers de la mal-gouvernance institutionnalisée. Les recettes financières existent car le Tchad n'est pas un pays pauvre mais il est plutôt un état appauvri par un pouvoir de rentiers qui pillent ses ressources depuis 23 ans au profit du clan présidentiel et de ses thuriféraires.

Selon l'Indice de Développement Humain (IDH) établi par le PNUD en 2011, le Tchad, pourtant pays exportateur de pétrole depuis 2003, occupe durablement son triste rang parmi les pays les plus pauvres au monde (183^{ème} place sur 187).

Les masses populaires tchadiennes vivent dans la précarité endémique sous le règne de la tyrannie du Général-président Déby. Ce dénuement total du peuple est aggravé par le manque ou la cherté des produits alimentaires de première nécessité (mil, sorgho, huile, haricot, sel, sucre...), auxquels viennent s'ajouter la rareté de l'eau potable, des médicaments et d'électricité.



C'est pathétique pour un pays producteur d'une source d'énergie, en l'occurrence le pétrole mais qui vit dans l'obscurité sans électricité.

Le gouvernement a-t-il conscience de la misère du peuple et de l'opprobre que ce sinistre constat jette sur lui? A-t-il encore un infime esprit patriotique et d'honneur? Tout tchadien doté de peu soit-il de sentiment de fierté et de dignité ne saurait accepter une telle humiliation de notre pays aux yeux du monde.

La grève déclenchée par l'UST est aussi une œuvre de salubrité politique. Elle contribuerait incontestablement à éliminer les délits institutionnalisés (les pillages des deniers publics) par le clan présidentiel, engendrant ainsi la paupérisation exponentielle du pays et celle des masses populaires.

En revanche, les membres du clan, certains thuriféraires du Général-président Déby et une poignée de militants du MPS, parti au pouvoir, se sont accaparés des biens publics et ont détourné des milliards de FCFA de l'état. Le luxe insolent dans lequel vivent les pontes du régime, rivaliserait avec ceux de certaines grosses fortunes étrangères alors que le peuple tchadien sombre dans la misère profonde.

Cette situation révoltante liée au dépeçage du « gibier Tchad » par les carnassiers au pouvoir est bien résumé par notre compatriote M. Daniel Hongramngaye : « *Dites moi, par quelle magie, les Zag inconnus jusqu'à 1990, l'année de prise de pouvoir par Deby, sont-ils parvenus aujourd'hui à occuper plus de 80% des postes de DG au Tchad, plus de 50% les postes de DAF, plus de 60% les postes de gouverneurs et commandants de brigade, à détenir la quasi-totalité des stations d'essence et des super marchés au Tchad, à être les seuls importateurs des matériels roulants au Tchad ?* » [Blog Makaila du samedi 18 août 2012].

Un autre compatriote M. Youssouf Moussa stigmatise l'enrichissement facile des membres du clan présidentiel en ces termes : « *Les revenus pétroliers profitent en grande partie à une minorité au pouvoir. Sinon, comment expliquer que certains ministres, qui touchent 1,2 million de F CFA de salaire mensuel, puissent construire des châteaux dont le coût avoisine 1 milliard? Dans de nouveaux quartiers de N'Djamena, d'importantes bâtisses appartenant à de hauts fonctionnaires poussent comme des champignons.* » [Source : Jeune Afrique du 01 juin 2009].

Ces deux exemples démontent à suffisance que l'état tchadien est devenu une propriété privée du clan du dictateur Généra-Président Déby qui décide de tout à son profit exclusif. A cet effet, la corruption, le népotisme, le clanisme et autres actes de délinquance morale et administrative...sont érigés en mode de gouvernement. Cette mauvaise gouvernance qui plonge le pays dans le chaos est caractérisée par : l'attribution systématique des marchés publics aux membres du clan présidentiel sans appels à concurrence. La commercialisation des matériaux de Btp (graviers, sable, ciment...), de l'énergie (gaz, pétrole) demeure l'exclusivité du clan qui contrôle et administre aussi les services financiers (douanes, DAF des ministères et administration territoriale...).

Les entreprises publiques voire les services publics (mines, identification, domaines et foncier) sont bradés ou privatisés au profit toujours du même clan dont la boulimie d'accumulation de richesses est insatiable. Leurs entreprises usurpées sont par ailleurs exonérées d'impôts et de taxes au détriment du trésor public.

Si les milliards de FCFA n'étaient pas détournés au détriment du fisc, ils permettraient de satisfaire la modique revendication salariale des travailleurs. Mieux encore, si la mission « cobra » chargée de traquer les pilleurs des deniers publics, était impartiale en d'autres termes si elle contrôlait tous les membres du clan présidentiel, le trésor public aurait récupéré des monnaies sonnantes et trébuchantes, qui pourraient servir non seulement d'augmenter en une seule fois au delà de l'indice 150 du contrat salarial, mais de payer aussi tous les arriérés des fonctionnaires en attente.

Le Général-Président maîtrise-t-il réellement le dossier et le contenu de l'accord salarial que son gouvernement a pourtant conclu avec le syndicat? N'avait-il pas lui-même relevé par le décret du 21 janvier 2011 le Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) et le Salaire minimum agricole garanti (SMAG) à 60.000 F CFA? Comment un gouvernement qui devrait en principe avoir la maîtrise du fonctionnement de l'administration et plus particulièrement celle des finances publiques ne se serait-il pas aperçu de la situation financière de l'État avant la ratification de l'accord salarial avec le syndicat? Nous avons incontestablement à faire un marché de dupe où le pouvoir cherche à gagner du temps, épuiser l'UST et briser le mouvement populaire de grève. La vigilance doit être de rigueur car le pouvoir utiliserait d'autres moyens ou facilitateurs moins « marqués » pour le convaincre de reprendre le travail sans avoir eu satisfaction. Ne sachant à quel saint se vouer face à la détermination inébranlable de l'UST, le gouvernement a fait appel aux hautes autorités religieuses catholiques et musulmanes



en qualité de médiateur. Les questions temporelles (politiques) seraient-elles résolues par les solutions spirituelles (religieuses)? Le gouvernement s'obstine dans son refus d'appliquer simplement l'accord de revalorisation salariale. Toutes ses gesticulations ne sont que des manœuvres dilatoires pour briser le mouvement social par le pourrissement.

Nous osons espérer que l'UST tiendrait bon sur ses légitimes revendications car sa juste cause doit triompher. Nous osons aussi espérer que l'archevêque et l'Imam de la grande mosquée de N'Djaména, seraient contre les injustices infligées aux travailleurs par le pouvoir. Ils devraient par conséquent se ranger aux côtés de ceux qui souffrent, en l'occurrence les Travailleurs dirigés par l'UST afin de ne pas être complices du gouvernement qui opprime le peuple.

La légitime grève des travailleurs tchadiens a le soutien du peuple contre le mépris du gouvernement.

Le syndicat UST a fait montre d'une responsabilité exemplaire en ayant fait suffisamment de concessions qui ont permis la ratification de l'accord salarial du 20 mai 2011. Cependant, l'obstination tenace du gouvernement de ne pas appliquer ledit accord, est un acte délibéré de provocation et de mépris à l'égard des braves Travailleurs tchadiens qui ne revendiquent que leur droit légitime.

L'unique alternative pour les Travailleurs pour exiger leur droit est d'avoir déclenché ce mouvement de grève sans précédent dans les annales du mouvement social tchadien qui dure depuis plus de sept semaines.

Jamais de mémoire de tchadien, un mouvement social de grève n'a connu une telle ampleur et un soutien populaire de toutes les couches sociales de la population, des organisations de la société civile et partis (Ltdh, les travailleurs du secteur privés, les partis politiques de l'opposition).

Ces légitimes revendications sociales mettent à nu le vrai visage de la politique anti sociale et anti nationale du pouvoir du dictateur Général-Président Déby, qui perdure depuis 23 ans.

Faisons de ce combat le nôtre car il y va de la vie des millions des familles tchadiennes qui dépendent des salaires de ces travailleurs. Le travail des fonctionnaires tchadiens doit être rémunéré à sa juste valeur. L'usurpation, l'exploitation du fruit de ce travail par le clan présidentiel et ses acolytes de classe sous forme d'OPA sur l'état tchadien est un crime. En effet, combien d'enfants, de jeunes, de vieux...ont perdu la vie suite aux conséquences collatérales des actes délictueux et criminels posés par ces prédateurs au pouvoir ?

Notre parti ACTUS-prpe, comme à l'accoutumée, toujours solidaire systématiquement de tous les mouvements de revendication sociale des travailleurs, réitère ici, solennellement une fois encore son soutien inconditionnel, militant à l'UST, aux travailleurs et à toutes les organisations qui ont soutenu ce mouvement social.

C'est pour notre parti, un devoir et un droit d'être aux côtés des Travailleurs tchadiens dans cette noble lutte contre l'exploitation de ces derniers par le pouvoir.

Nous demandons par ailleurs au BIT, aux organisations syndicales internationales et aux pays démocratiques défendant les droits syndicaux de convaincre le gouvernement tchadien d'honorer ses engagements par la revalorisation salariale immédiate et de notifier au pouvoir qu'aucune atteinte physique des grévistes ne saurait être tolérée.

- Vive la lutte de l'UST, défenseur des ses intérêts sociaux du peuple
- vive la grève des travailleurs tchadiens pour que vive un nouvel ordre social juste, solidaire dans un Tchad véritablement démocratique uni et prospère.

Le 9 septembre 2012

**Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme / Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique
(ACTUS / prpe)**

**Le Secrétaire Général
Dr LEY-NGARDIGAL Djimadoum**

